



**REPUBLIQUE DU BÉNIN**



**DEBAT GÉNÉRAL DE LA 78<sup>e</sup> SESSION ORDINAIRE  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

Allocution de  
Monsieur Patrice TALON,  
Président de la République du Bénin

prononcée par Monsieur Marc Hermanne ARABA  
Ambassadeur, Représentant Permanent du Bénin  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

New York, le .....*26 septembre 2023*.....

- *Monsieur le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée Générale,*
- *Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,*
- *Monsieur le Secrétaire Général,*
- *Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,*
- *Distingués Délégués,*

Il m'échoit le privilège et l'insigne honneur, au nom de Monsieur Patrice TALON, Président de la République du Bénin, empêché, de délivrer, l'allocution dont la teneur suit :

Citation:

Il m'est agréable de commencer mon propos en exprimant, de prime abord, mes chaleureuses félicitations à votre endroit, *Monsieur le Président*, pour votre brillante élection à la Présidence de la 78<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale et en vous formant mes vœux de plein succès dans l'accomplissement de cette haute mission.

Je saisis l'occasion pour adresser également mes félicitations à l'endroit de Votre prédécesseur, *Son Excellence Monsieur Csaba KORÓSI*, que le Bénin s'honore d'avoir secondé en qualité de Vice-Président, pour la manière remarquable avec laquelle il a présidé les travaux de la 77<sup>e</sup> session.

Je ne saurais clore mon propos liminaire sans réitérer mes remerciements à *Son Excellence Monsieur António GUTERRES*, Secrétaire Général de l'ONU, pour l'engagement actif et constant en faveur de l'atteinte effective des nobles objectifs qui sont ceux de notre Organisation Commune, dans le contexte des nombreux défis pressants qui nous interpellent, aujourd'hui, plus que jamais.

- *Monsieur le Président,*

Nous voici, encore une fois, réunis dans le cadre du Débat général, rendez-vous annuel de la Communauté des Nations Unies non seulement pour discuter des questions brûlantes de l'actualité mondiale, mais aussi et surtout pour donner les orientations politiques pouvant permettre de bâtir un consensus viable sur les voies et moyens de les résoudre.

Mais avant de m'adonner à cet exercice, je vous adresse les chaleureuses salutations de mon Gouvernement et de la Nation béninoise toute entière, Nation qui s'efforce inlassablement à révéler à lui-même et au monde entier, ses potentialités, ses atouts et à jouer pleinement la partition qui est la sienne dans le concert des Nations, en faveur d'une humanité plus unie et prospère.

En effet, depuis un peu plus de sept ans, le Bénin met en œuvre méthodiquement les réformes majeures prévues par les deux Programmes successifs d'actions de mon Gouvernement qui sont arriérés aux ODD. Les efforts déployés nous ont permis de passer d'un taux de croissance de 4% en 2016 à 7,6% en 2019 et, depuis 2020, d'intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Ces résultats renforcent notre conviction que le sous-développement n'est pas une fatalité.

Pour s'assurer que la croissance économique sert effectivement la cause du développement social, mon Gouvernement a mis en place une série de mesures visant à éliminer la pauvreté et à renforcer le capital humain. Inlassablement, nous poursuivons l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la réalisation d'actions phares en matière d'urbanisation et d'assainissement urbain, d'accès à l'énergie et à l'eau potable, d'une part ainsi qu'à l'éducation et aux soins de santé, d'autre part. Tout ceci se passe dans un environnement politique apaisé avec l'organisation réussie, en janvier de cette année, d'élections législatives libres et transparentes qui ont renforcé la pluralité dans le paysage politique national.

Malgré ces nombreuses réalisations, nous demeurons conscients que de nombreux défis économiques persistent, que bien d'enjeux sociaux demeurent à atteindre et que des risques perdurent en matière de sécurité au regard de l'environnement sous-régional.

— *Monsieur le Président,*

Situé en Afrique de l'Ouest, le Bénin est confronté à une série de défis et de dynamiques complexes, touchant notamment divers aspects au nombre desquels la sécurité et la stabilité politique.

En effet, il n'est un secret pour personne que sur le plan politique, la sous-région ouest-africaine est aux prises avec des instabilités politiques et des problèmes de gouvernance. Par ailleurs, la menace sécuritaire s'est intensifiée dans plusieurs pays, du fait de l'action conjuguée du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la piraterie.

La résolution de ces problèmes exige une coopération sous-régionale et internationale, ainsi qu'un engagement continu en faveur du développement durable et de la démocratie.

Pays épris de paix, le Bénin reste attaché aux idéaux qui ont présidé à la création de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.), à l'échelle sous-régionale et de l'Organisation des Nations Unies, à l'échelle globale et ne manquera pas d'apporter sa contribution à la résolution desdits problèmes qui requièrent des réponses internationales coordonnées ainsi qu'une coopération renforcée à l'échelle planétaire.

- *Monsieur le Président,*
- *Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Le thème qui nous réunit cette année à savoir : « Rétablir la confiance et raviver la solidarité : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses Objectifs de Développement Durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous » colle parfaitement avec l'agenda de l'ONU qui a procédé, il y a quelques jours au cours du Sommet sur les ODD, à une évaluation d'étape de la mise en œuvre de l'agenda 2030.

Dans le contexte si particulier que connaît le monde avec diverses crises, notamment les effets inquiétants du changement climatique, la guerre en Ukraine et les secousses politiques dans certains pays, nous abordons cette nouvelle Session alors même que l'humanité continue de faire face à une multitude de défis complexes.

Les dernières années sont particulièrement éprouvantes pour les populations partout dans le monde. Elles ont mis en évidence les fragilités de notre monde dans le contexte de la mondialisation, de la pandémie du Covid-19 et de ses conséquences.

Dans notre monde secoué par des convulsions, fracturé par les inégalités, démuné face aux nouvelles menaces, les Nations Unies doivent demeurer pour les peuples de la planète, un phare d'espérance, de solidarité et d'humanisme qu'il nous faut préserver à tout prix et renforcer.

Ce thème nous replace devant nos responsabilités et nous engage à renouveler notre foi dans les idéaux de la Charte des Nations Unies. Il nous rappelle l'urgence à l'action collective pour trouver les solutions idoines et durables aux défis de notre temps, dont le plus pressant est celui de l'atteinte des ODD d'ici à 2030.

Ces défis soulignent, plus que jamais, le rôle crucial qui doit être celui des Institutions multilatérales pour notre prospérité et notre sécurité collective.

Le Bénin soutient, en conséquence, toutes les initiatives qui contribueront au renforcement et à une refondation ambitieuse de la gouvernance mondiale, à travers des réformes appropriées sur trois (03) grands axes :

1. La refondation des Nations Unies que nous appelons de nos vœux, exige de prendre la pleine mesure de ce que notre monde a beaucoup changé depuis 1945 et que, si nous voulons tenir les promesses de la Charte, la gouvernance de l'ONU doit être réformée en vue d'adapter l'Organisation aux défis de notre temps.

C'est l'occasion pour ma délégation de renouveler son appui politique à l'agenda de réforme proposé et lancé par le Secrétaire Général, par rapport aux trois (03) piliers que sont la paix et la sécurité, le développement, et les droits de l'Homme.

Par ailleurs, l'acuité des crises qui secouent le monde et les mutations géopolitiques intervenues depuis 1945 requièrent un rééquilibrage des rapports de force aux Nations Unies, notamment au Conseil de Sécurité.

A cet égard, le Bénin plaide en faveur d'une réforme effective et immédiate, visant à rendre cet Organe plus représentatif et efficace, notamment par le biais d'une augmentation du nombre de ses représentants, qu'ils soient permanents ou non permanents, conformément à la position africaine telle qu'exprimée par le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

2. Cette refondation doit aussi s'opérer au niveau du Système commercial multilatéral, avec des règles commerciales plus équitables régissant un environnement international qui favorise dans les pays en développement, la production et la création de valeur ajoutée, l'accès aux marchés et une intégration dans tous les segments des chaînes de valeurs mondiales ;
3. Enfin, il urge une refondation de l'architecture financière mondiale dans le contexte actuel que d'aucuns qualifient de « grande fracture financière » où le système financier mondial peine à juguler efficacement les impacts des crises mondiales sur les pays du Sud et à favoriser de façon significative le financement du développement durable.

À mi-chemin de l'échéance du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et si nous voulons accroître nos chances d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, il s'avère impératif de garantir un environnement permettant un meilleur accès à des financements structurants et durables.

Cet impératif appelle une approche allant au-delà du mécanisme classique de l'Aide Publique au Développement, vers des investissements directs productifs, aux taux les plus bas et sur les échéances les plus longues possibles.

– *Monsieur le Président,*

– *Excellences, Mesdames et Messieurs,*

C'est seulement sous réserve de telles réformes courageuses, soutenues par une volonté politique affirmée que nous pouvons faire face efficacement aux grands défis contemporains qui nous interpellent et autour de la résolution desquels notre Organisation joue sa crédibilité dans les opinions publiques nationales, voire sur la scène internationale.

Ces défis ont pour noms, inter alia :

- La paix et la sécurité, y compris la cybersécurité ;
- La démocratie et les droits de l'Homme ;
- L'accès à l'eau et à l'énergie, de façon durable et respectueuse de l'environnement ;
- La santé et l'éducation ;
- La lutte contre la pauvreté et les inégalités, qu'elles soient économiques, sociales ou autres ;
- Le changement climatique, la biodiversité et l'environnement ;
- La sécurité alimentaire ;
- La migration, etc.

Ces défis interconnectés exigent une coopération internationale, une action concertée et des solutions novatrices pour résoudre les problèmes mondiaux contemporains et construire un avenir plus durable et équitable pour tous.

- *Monsieur le Président,*
- *Excellences, Mesdames et Messieurs,*

La crédibilité de notre Organisation commune se jouera, par ailleurs, sur notre aptitude à apporter enfin, de façon équitable et durable, des solutions pacifiques à des questions qui perdurent depuis des décennies au nombre desquelles ma délégation voudrait évoquer :

1. la paix et la sécurité au Proche-Orient, notamment la question palestinienne au sujet de laquelle, le Bénin réaffirme son soutien aux initiatives diplomatiques visant à créer un État palestinien viable doté des attributs de la pleine souveraineté internationale et vivant dans une coexistence pacifique avec l'État d'Israël;
2. le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique. Ma délégation est d'avis que l'assouplissement voire la levée de l'embargo permettra à la population cubaine de faire face aux nombreuses crises qui secouent actuellement notre planète. Dans ce contexte, nous appelons à la prise de mesures concrètes dans le sens de la levée entière et définitive du blocus ainsi que de la normalisation des relations entre ces deux (2) pays, amis du Bénin;
3. la question du Sahara Occidental, qui mérite que nous accroissions nos efforts pour trouver une solution définitive, en capitalisant les acquis du processus politique, tenu sous les auspices du Secrétaire Général des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

- *Monsieur le Président,*
- *Excellences, Mesdames et Messieurs,*

L'avenir de l'Organisation des Nations Unies, Notre Organisation commune, dépend de notre responsabilité collective à lui donner les moyens de se renforcer et de contribuer à l'avènement d'un système de gouvernance mondiale plus inclusif, qui tienne ses promesses et garantisse le meilleur avenir possible aux peuples des Nations Unies, en particulier aux jeunes.

Ma délégation continuera à agir avec tous les pays qui partagent cet idéal.

Je vous remercie de votre aimable attention. »

*Fin de citation*

